

GENERAL
ASSEMBLYASSEMBLEE
GENERALEA/C.3/277
14 octobre 1948
FRENCH
ORIGINAL : ENGLISHDual distribution

Troisième session

TROISIEME COMMISSION

PROJET DE DECLARATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

Récapitulation des amendements à l'article 8.

(Dans l'ordre chronologique de leur présentation à la Commission)

Article 8 Texte adopté par la Commission des droits de l'homme :

"Toute personne a le droit, en toute égalité, de faire entendre sa cause équitablement par un tribunal indépendant et impartial, pour la détermination soit de ses droits et obligations en matière civile, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale prononcée contre elle."

AMENDEMENTS :

Panama (A/C.3/220)

Supprimer dans cet article les mots "en toute égalité", étant donné que la question de l'égalité est déjà traitée dans un autre article.

D'autre part, traiter entièrement la question du procès équitable dans un article composé des dispositions de l'article 8 modifiées dans le sens indiqué ci-dessus et de celles du premier alinéa de l'article 9. La teneur de cet article serait la suivante :

Article :

1. Toute personne a le droit de faire entendre sa cause équitablement par un tribunal indépendant et impartial, pour la détermination soit de ses droits et obligations en matière civile, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale prononcée contre elle.
2. Toute personne accusée d'un délit est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité soit juridiquement établie dans un procès public où lui auront été assurées toutes les garanties nécessaires à sa défense.

Union des Républiques socialistes soviétiques (document E/C.3.2) :

Additions et modifications à l'article 8 :

Insérer ce qui suit avant le texte adopté par la Commission :

"Tous les individus sont égaux devant la justice. Les juges doivent être indépendants et n'être soumis qu'aux lois. Dans tout les pays la procédure judiciaire doit être fondée sur les principes démocratiques. Dans tout les

tribunaux, l'audience des affaires doit être publique, sous réserve des exceptions prescrites par la loi pour la protection de la morale publique et de la sécurité nationale. Le droit de défense doit être garanti à l'accusé.

Lorsque les poursuites sont intentées contre un individu qui ne connaît pas la langue nationale, tous les éléments de l'affaire doivent être portés à sa connaissance par le truchement d'un interprète et il doit avoir le droit de s'adresser au tribunal dans sa langue maternelle."

Egypte (A/C.3/264)

Supprimer les termes "en matière civile" du texte français.

Cuba (A/C.3/224)

Articles 8 & 9 :

En faire passer le texte dans la partie se rapportant aux droits purement juridiques (article 26 : "Droit à un procès équitable"), avec la rédaction suivante :

"Tout accusé est présumé innocent jusqu'à ce que la preuve de la culpabilité ait été juridiquement établie.

Toute personne accusée d'un délit a le droit d'être entendue impartialement et publiquement, d'être jugée par des tribunaux établis antérieurement, conformément aux lois préexistantes.

Elle ne pourra être soumise à des peines cruelles, dégradantes ou inusitées."

On fait observer qu'après les précisions apportées à l'article 5 selon les amendements de la délégation de Cuba, l'article 8 devient presque inutile.
